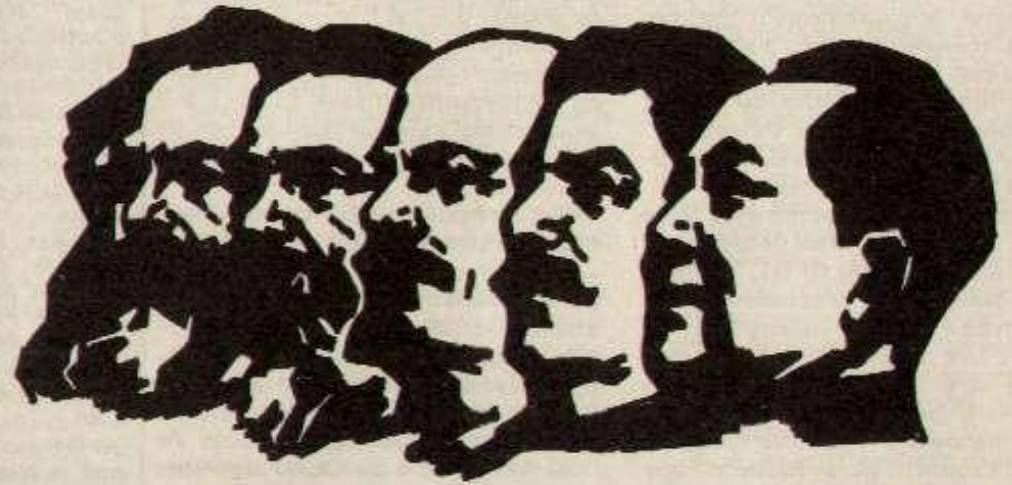


# front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 50 / 14 DECEMBRE 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 69397 LYON CEDEX 3

## PLAN DE LUTTE CONTRE L'INFLATION PLAN DE BLOQUAGE DES SALAIRES



Les ouvriers de Comurex luttent contre le blocage des salaires

La hausse des prix, l'inflation, s'est encore accélérée ces derniers temps. Les experts de la bourgeoisie avouent officiellement 0,9 % de hausse pour le seul mois d'octobre, soit 6,6 % depuis octobre 71.

Encore cet indice, basé sur une "moyenne" truquée, camoufle-t-il la hausse réelle qui frappe les familles ouvrières. De l'aveu même des experts bourgeois, en un seul mois, les produits indispensables qui absorbent la totalité des salaires des ouvriers, ont augmenté beaucoup plus vite : 2,2 % pour la viande (19,1 en un an !), + 2,4 % pour les oeufs, + 1,8 % pour les fruits et légumes, + 11,3 % pour le poisson, + 1,3 % pour les loyers etc.

Pour préparer les élections de mars 73, le gouvernement Messmer a donc le 7 décembre, lancé à grand renfort de publicité un soi-disant plan de lutte contre l'inflation.

Voici les 3 piliers du soi-disant programme "anti-hausse" :

I - UN BLOQUAGE DES SALAIRES, QUI N'OSE PAS DIRE SON NOM  
Raisonnement du gouvernement : "les rémunérations doivent croître de 6 % avec une marge de 1 % supplémentaire. Or comme il est "prévu", une hausse des prix de 4 % pour 1974, il y aura donc une hausse du pouvoir d'achat de 2 à 3 % pour l'année prochaine".

Truquage grossier : le ministre des finances l'a reconnu lui-même devant le sénat : "l'hypothèse d'une hausse des prix de 4 % a été retenue par nos partenaires européens ; elle me paraît peu réaliste, mais puisqu'il faut la retenir...". En clair, les prix en 73 comme cette année, grimperont 2,3 à 5 fois plus vite, selon les produits. Mais en invoquant "l'hypothèse" des 4 %, le gouvernement tentera d'imposer dans les faits un blocage des salaires à 6 % : refus de toute augmentation supérieure dans le secteur public, directives au patronat, répression plus systématique de toute grève dure pour l'augmentation des salaires. Les moyens ne manquent pas !

Ainsi ce que met en place le gouvernement, en comptant sur "l'appui des partenaires sociaux" (= syndicats + patrons), c'est une relance de la politique contractuelle (cf p. 2) c'est un

plan de blocage des salaires, qui, avant les élections, n'ose pas dire son nom. Et en période de hausse accélérée des prix, bloquer les salaires, cela veut dire accélérer la baisse du salaire réel des ouvriers. Le bifteck continuera à grimper de 20 % par an, tandis que les salaires progresseront eux de 6 % !

II - L'ALLEGEMENT DE LA TVA = FEU VERT POUR L'INFLATION !

A partir du 1<sup>er</sup> janvier, la TVA "normale" passera de 23 à 20 %. De l'aveu du ministre, cela ne devrait provoquer qu'une baisse de 2 % sur les produits concernés (ameublement, habillement, vélos, vélomoteurs, médicaments).

En fait il est évident que l'allègement de la TVA permettra aux industriels d'augmenter leurs profits, et aux commerçants d'élargir leurs marges bénéficiaires, en poursuivant la hausse des prix, — sans que cela se voie trop momentanément.

RESULTAT : pendant les 2 ou 3 premiers mois de l'année, juste avant les élections, la hausse de toute une série de produits se poursuivra en fait de plus belle, mais se traduira très momentanément par une hausse plus lente, pour réapparaître bientôt au grand jour.

Quant aux industriels, et aux commerçants non concernés par "l'allègement de la TVA", ils sont invités à ne pas modifier leurs prix de vente... pendant 3 mois ! C'est clair : ils pourront se rattraper amplement après les élections. Comme l'Etat qui a promis en août de ne pas hausser les tarifs publics... jusqu'au 31 mars seulement !

Ce bluff est particulièrement clair pour la viande : le gouvernement claironne qu'il supprimera pendant 6 mois la TVA de 7,5 % sur la viande.

En un an le prix de la viande a grimpé de 20 %, les économistes bourgeois sont d'accord. Le marché capitaliste, européen et mondial de la viande est tel que la hausse ne peut que s'aggraver. Et les bouchers sans cesse font pression pour "maintenir leur marge bénéficiaire".

Pendant 6 mois, la viande pourra augmenter au rythme actuel (donc

10 %) et plus encore : grâce à l'allègement momentané de la TVA, la hausse semblera "modérée" durant les premiers mois. Mais au bout de 6 mois, le rétablissement de la TVA de 7,5 % fera repartir en flèche le prix du bifteck.

III - L'EMPRUNT : DES IMPOTS PLUS ECRASANTS EN PERSPECTIVE

"L'allègement de la TVA" fera un certain trou dans le budget. Le gouvernement a trouvé un vieux moyen pour le combler : l'emprunt. Qui versera à cet emprunt ? Les banques, les capitalistes individuels, parcequ'ils y trouveront un placement avantageux (indexé sur l'or, 6 % d'intérêt). Qui leur assure tous ces avantages pendant 15 ans ? L'Etat bourgeois, donc les impôts extorqués à la classe ouvrière et aux masses. L'Etat bourgeois afin d'alléger momentanément la TVA s'engage à pressurer davantage, donc, à l'avenir, les masses exploitées. Déjà on parle de "réviser" l'impôt direct...

Tel est le soi-disant plan anti-hausse du gouvernement :

— abaissement du salaire réel organisé par le blocage des salaires sous forme de "contrats de progrès".

— feu vert à l'inflation, camouflée pendant quelques mois avant les élections.

— aggravation, à terme, du poids de l'impôt.

L'inflation est un phénomène inséparable du capitalisme : au stade de l'impérialisme, notamment depuis la guerre de 1914, il devient un fléau mondial, permanent, incurable, qui accélère la paupérisation des masses.

La lutte contre la baisse du salaire réel, contre la hausse des prix, sur la base solide d'un indice élaboré par les ouvriers, si elle est conséquente, doit viser la destruction de l'impérialisme français ; seule une France socialiste, sous dictature du prolétariat, qui aura brisé la domination de la bourgeoisie, qui aura rompu avec le système mondial de l'impérialisme, est en mesure de supprimer l'inflation et d'amorcer une baisse progressive des prix, comme cela se produit dans les pays socialistes, en Chine et en Albanie !

### le représentant à paris de l'organisation de libération de la palestine grièvement blessé par les sionistes

Le 9 décembre une charge importante a explosé dans l'appartement de Mahmoud Hamchari, représentant en France de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine). Il est actuellement soigné à l'hôpital pour ses nombreuses et graves blessures. Il s'agit d'un nouvel attentat sioniste contre des membres de la Résistance Palestinienne.

En multipliant ces attentats dans toute l'Europe, en envoyant des lettres piégées dans le monde entier, les groupes sionistes montrent leur incapacité à juguler la lutte armée du peuple palestinien en Palestine occupée, dans le Goïan, la bande de Gaza, où se multiplient les embuscades et les coups de mains des fedayins contre l'armée sioniste d'occupation.

Les groupes sionistes avaient publié une liste des personnalités palestiniennes menacées, cette liste est connue de toutes les polices d'Europe, et déjà le représentant de l'OLP de Rome a été assassiné le 18 octobre. Pourtant, les groupes sionistes continuent d'agir en toute impunité. C'est la preuve que les impérialismes européens se font les complices des sionistes. Y compris l'impérialisme français qui, malgré son masque de faux ami des peuples arabes, leur porte des coups, par exemple en tentant d'expulser Saïd et Faouzia Bouziri qui militent en faveur de la Résistance Palestinienne, par exemple en expulsant le 14 novembre vers la Jordanie un étudiant palestinien d'origine jordanienne Suheil DARWISH.

A BAS LES TERRORISTES SIONISTES ET LEURS COMPLICES EN FRANCE.

D'ICI 6 MOIS,  
10% DE HAUSSE  
+ 7,5% QUAND  
LA T.V.A. SERA  
RETABLIE  
= 17,5%  
J'Y GAGNE  
ENCORE !



AVEC LA SUP-  
PRESSION DE LA  
TVA, LE BEAFS-  
TEACK VA BAIS-  
SER DE 7,5% EN  
JANVIER !

# contrats de progrès = contrats de blocage des salaires

Dans le cadre de son soi-disant plan anti-hausse, le gouvernement Messmer entend clairement, avec "l'appui des partenaires sociaux" (donc les syndicats) remettre à l'ordre du jour et généraliser les "contrats de progrès" afin de bloquer les salaires et d'organiser la baisse du salaire réel.

C'est Chaban Delmas qui avait lancé fin 69, l'idée des contrats de progrès et s'était écrit quand la CFDT, FO et la CFTC avaient signé le premier contrat de ce type à l'EDF : "aujourd'hui s'est produite une révolution, et cela sans que le sang coule"! A l'époque la CGT avait, spectaculairement, organisé un référendum à l'EDF et refusé de signer l'accord. Mais Krasucki soulignait bien que la CGT n'était pas en principe contre les contrats de progrès.

Dès le 8 janvier 70, la CGT le montrait bien en signant de concert avec tous les autres syndicats, un "contrat de progrès" à Berliet. Parce que soi-disant, celui-là, c'était un vrai, un bon "contrat de progrès". Seguy le qualifia "d'exemplaire" (Vie Ouvrière de janvier 70).

Ce n'était assurément pas l'avis des ouvriers qui, le mois suivant, engageaient une lutte qui devait durer près de 2 mois ! La direction de Berliet se fâcha, et refusa depuis, de négocier avec les syndicats "incapables de faire respecter leur signature" c'est-à-dire de briser les grèves.

Mais la CGT reste un partisan déclaré des "contrats de progrès". Elle en a signé et en signe toujours. A l'EGF cette année, elle a précédé avec zèle l'appel de Giscard : "essentiellement cet accord signé par CGT, FO, l'UNCM, et la CFTC, assure une progression de 2,50 % des salaires de base au-delà de l'augmentation des prix évalués par l'indice officiel" (l'Humanité du 7-12). C'est exactement ce que demande Gis-

card : pas plus de 2 à 3 % de "hausse" du pouvoir d'achat !

Seulement ce que la CGT "oublie" de souligner, c'est que l'indice officiel est complètement truqué. Et que 2,5 % en plus de l'indice officiel ça signifie pour les ouvriers en fait une baisse du pouvoir d'achat !

Un exemple : la CGT claironne que l'accord salarial de 72 à l'EDF "permet un relèvement de 9,59 % en moyenne des rémunérations de base". La belle affaire ! L'indice CGT, qui est lui-même trafiqué, évalue à au moins 9,24 % la hausse des prix en 1972. Si la CGT était logique, elle dirait que les rémunérations ont été relevées de 0,35 % ! En fait la hausse réelle des prix dépassant très largement 10 % l'accord tant vanté par la CGT, a permis... de faire baisser le salaire réel des ouvriers de l'EGF.

La manière dont les révisionnistes présentent ce maquillage de la baisse du salaire réel, donne un avant goût de ce que pourrait être l'échelle mobile promise dans le programme PS-PC. Comme Giscard, Marchais-Mitterand prévoient d'indexer la hausse des salaires sur un indice truqué !

Contre ces maquignonnages de la bourgeoisie et des révisionnistes, rétablissons les faits ! FRONT ROUGE, s'inspirant de l'expérience de nos camarades de Villefranche, vient d'éditer un livret permettant aux travailleurs de calculer rapidement leur budget. Que tous nos camarades, nos lecteurs le commandent sans tarder et le diffusent largement dans la classe ouvrière ! L'indice Front Rouge élaboré, vérifié par les ouvriers eux-mêmes, doit devenir très bientôt une arme révolutionnaire pour développer la lutte contre la hausse des prix, la lutte contre la baisse du salaire réel !

# la main dans le sac !

## VILLEFRANCHE

Les profs de CET se donnent décidément beaucoup de mal pour semer des illusions sur la "qualification professionnelle" ou la "promotion sociale". Les dernières filles du CET couteur de Villefranche qui y croyaient encore, ont dû perdre toute illusion après la visite d'un patron : "ce qui nous intéresse, a-t-il dit, ce n'est pas un travail minutieux et soigné. Les filles doivent avant tout apprendre à travailler vite ; pour cela, elles doivent être disciplinées, chaque outil doit être à portée de main pour éviter les pertes de temps inutiles..."

## CAEN

Le salaire des O.S. a augmenté en 72, 2 fois plus vite que le coût de la vie. C'est le patron de Moulinex qui le dit aux ouvriers en grève pour leur salaire, et il le prouve en s'appuyant sur l'indice des prix... de la CGT. Cet indice CGT est décidément une bonne arme... pour les patrons.

## LILLE

Lors de la séance qui a suivi le banquet traditionnel du Conseil Général du Nord, la digestion de ces messieurs a dû être agitée. C'est qu'il s'agissait de voter un crédit de 123 millions... pour l'appareillement personnel du futur préfet de police de Lille. A ce prix-là Madame la Prêtée va pouvoir s'offrir des chiottes en marbre, au moins. C'est qu'un préfet de police, ça coûte cher : c'est le coût de 100 à 150 agents" précise le "socialiste" Derieppe !

Derieppe poursuit : Ce n'est pas le préfet qui fera des rondes pour assurer la sécurité des gens la nuit... ! Il venait de toucher là le point sensible, car le révisionniste Maton vient renchérir "S'agit-il de mieux maintenir l'ordre public ? Ce n'est pas d'un préfet de police qu'on a besoin, mais de gardiens de la paix". Encore plus de flics, telle est la dernière revendication de l'Union de la Gauche, fort bien exprimée par le chef du PS, Mauroy "Bienvenue au préfet de police, certes : oui à l'augmentation des effectifs, bien sûr". Et sur ces bonnes paroles, ces messieurs ont pu aller digérer tranquillement, conscients du devoir accompli.

## VENISSIEUX

Après la quinzaine commerciale, voilà la "quinzaine algérienne" c'est la dernière trouvaille démagogique de la mairie révisionniste de Venissieux. Ce fut en tout cas l'occasion d'apprendre, de la bouche même d'un "spécialiste" réviso, Tardy, que la pauvreté de l'Algérie était "le résultat de sa situation naturelle", que l'économie française et l'économie algérienne étaient complémentaires, que "la fuite des pieds-noirs a abouti à la fuite de capitaux qui auraient été si utiles pour la reconstruction de l'économie algérienne". En bref, si on traduit la pensée de ce monsieur, le colonialisme, ce n'était pas si mal que ça.

Décidément, le P" C" F n'a jamais pu parler de l'Algérie sans sortir des monuments de chauvinisme et de révision-

# la mensualisation du SMIC ne peut camoufler le chômage partiel

Bribes par bribes, le "plan social" du gouvernement continue à être discuté, approuvé à l'unanimité au parlement bourgeois. Ces mesures "sociales" n'en sont pas moins rien d'autre qu'une arme démagogique de la bourgeoisie pour duper les exploités. Le dernier projet intitulé "mensualisation du SMIC" est éloquent à ce sujet.

Après avoir affirmé que "le travailleur ne vit plus au jour le jour, comptant sa paye par journée ou par semaine, incertain du lendemain", Poncelet, cet apôtre de la collaboration de classes, formé au sein du syndicat jeune CFTC, aujourd'hui adjoint de Faure, enchaîne : "il faut lui garantir la protection minimale nécessaire à sa dignité sur le laps de temps qui est devenu d'usage commun : le mois" et il propose très généreusement de porter le SMIC mensuel à moins de 800 F par mois et de l'attribuer à ceux qui sur un mois travaillent en moyenne moins de 40 h. par semaine...

Mais le tandem Faure-Poncelet s'est bien gardé de dire précisément qui va toucher ce SMIC, parmi tous les travailleurs qui travaillent moins de 40 h. et gagnent donc actuellement moins que ce SMIC mensuel. Regardons les exceptions prévues par le projet Faure : elles touchent la plupart de ces travailleurs, c'est-à-dire la quasi-totalité des chômeurs partiels, soit plusieurs centaines de milliers de travailleurs que la bourgeoisie se garde bien d'ailleurs de recenser. En effet sont exclus des "bénéficiaires" du projet : les travailleurs des branches où il n'y a pas de convention collective, les travailleurs n'ayant pas signé de contrat de travail stipulant que la durée du travail sera supérieure à 40 h. hebdomadaires. Or cela touche :

- les centaines de milliers de travailleurs temporaires embauchés par les loueurs d'hommes tels Bis, Manpower... qui, bien entendu, ne fournissent aucune garantie sur les 40 h de travail hebdomadaires aux ouvriers intérimaires, puisque les capitalistes à qui ils sont loués peuvent les licencier à la minute même où ils n'en ont plus besoin.
- les centaines de milliers de travailleurs saisonniers, embauchés à la campagne pour la période des moissons, ou dans les conserveries, dans les usines d'embouteillage tels Evian, Perrier pour l'été.
- les dizaines de milliers de vacataires, auxiliaires, employés aux PTT, à la RATP... sans aucune garantie d'horaire. Les dizaines de milliers d'employés des grands magasins embauchés pour les heures de pointe ou les nocturnes...

Bref, la quasi-totalité des chômeurs partiels ne bénéficieront pas de cette "mensualisation du SMIC", la bourgeoisie elle-même avoue qu'elle va toucher 30 000 personnes, soit certainement moins de 5 % des chômeurs partiels.

Mais même ces 30 000 travailleurs ne toucheront pas automatiquement ce "SMIC mensualisé". Ils en sont exclus si par exemple ils ont fait moins de 40 h. hebdomadaires pour cause de maladie, de maternité, d'accident. Et ils en sont aussi privés en cas de grève. C'est-à-dire par exemple que si les

ouvriers entrent en lutte contre les réductions d'heures, pour obliger le patron à garantir leur salaire, la bourgeoisie supprime le "SMIC mensualisé". Bref, dans les secteurs où il s'applique, ce SMIC mensualisé ressemble fort à une prime anti-grève.

Mais la bourgeoisie a beau s'affairer pour camoufler l'importance du chômage partiel, elle ne peut empêcher de nombreux travailleurs d'y voir clair, comme ceux de BIG DUTCHMAN qui pendant 6 semaines se sont opposés au licenciement de 15 saisonniers. Leur exemple sera suivi.



Les travailleurs saisonniers de BIG-DUTCHMAN refusent le chômage partiel.

## berliet : faure, un allié précieux pour les syndicats

Nous écrivions la semaine dernière dans Front Rouge que les 9 délégués inculpés sous le coup de la loi anticasseurs ne seraient sûrement pas condamnés : c'est chose faite. Paul Berliet a retiré sa plainte, sur la demande insistante d'Edgar Faure. Voilà un allié précieux pour les révisionnistes et les réformistes, tellement précieux que CGT et CFDT lui demandent à nouveau d'intervenir auprès de Berliet.

Alors que Paul Berliet prépare pour l'année prochaine un plan d'intensification du travail, qui lui permettra entre autres de récupérer largement les heures de grève perdues pour lui, les ouvriers de Berliet continuent la lutte !

- les 200 F !
- paiement des heures lockoutées sans récupération !
- halte à l'augmentation des cadences !

Si au bout de 6 mois, l'ouvrier "fait l'affaire", il obtient enfin des papiers, et reste à Chausson.

Mais s'il est licencié sous prétexte qu'il ne tient pas la cadence, qu'il est "forte tête" etc. il se retrouve sur le pavé sans papiers. Il ne lui reste que 2 solutions : rentrer au Maroc ou bien s'adresser aux trafiquants d'embauche analogues à ceux payés par Chausson et qu'utilisent toutes les grandes boîtes qui emploient une forte proportion d'ouvriers immigrés.

Correspondant Gennevilliers

## halte au trafic sur les certificats de logement

A Paris, dans une entreprise de bâtiment, fin novembre, le patron refuse de payer son mois à un ouvrier marocain : "apporte moi un certificat de domicile et je te paierai". L'ouvrier habite dans une chambre avec 4 autres gars. Le propriétaire refuse de lui donner le papier car la chambre est faite pour 2 personnes, il ne devrait pas y en avoir 5. Le gars pour avoir sa paye doit payer 200 F pour obtenir un certificat de domicile bidon. La police avait fait pression sur le patron pour qu'il ne paie pas l'ouvrier s'il n'avait pas le papier. Voilà une première conséquence de la circulaire Fontanet !

Correspondant Gennevilliers

## des journées de travail de 15 h 30

Une entreprise de terrassement de la région boulognaise a un contrat avec le gaz de France pour emmener ses ouvriers travailler à la frontière belge (à 90 km de Boulogne). Pour ces ouvriers, c'est un véritable baigne : départ de chez eux à 5 h. pour être au dépôt de l'entreprise à 6 h. (pour certains, c'est 5 à 10 km à faire à pieds). Après la journée de travail pénible, le retour à la maison est à 20 h 30 au mieux. Soit des journées de travail de 15 h 30, payées seulement 10 h 30 à 5 F de l'heure. Ce qui fait pour le temps réel de travail (15 h 30), en comptant les primes de panier et de déplacement, un taux horaire de 4,46 F : moins que le SMIC...!

Correspondant Boulogne/S/Mer.

## halte à l'allongement de la journée de travail

Les ouvriers d'Usinor, qui habitent la région de Calais, d'Hazebrouk, et des mines, régions de chômage croissant, sont obligés de faire chaque jour le trajet à Dunkerque. Ils sont rentrés en lutte pour la gratuité totale des transports et contre l'allongement délibéré de la journée de travail qui leur est imposée par l'organisation actuelle du ramassage.

Ils sont obligés de faire une heure de présence de plus à l'usine, non rémunérée bien sûr. Ainsi, pour prendre le travail à 13 h, on les conduit à l'usine dès 12 h 30, et, en fin de poste les cars ont fréquemment 20 minutes de retard. En plus, ils sont obligés de partir très tôt. Ainsi les ouvriers de Zutterkerque à 40 km de Grande Synthe, doivent prendre le car à 11 h 40 pour commencer à 13 h. Enfin, tout ce système de transport non seulement rallonge le temps de travail, mais leur coûte encore de 10 F à 30 F par mois, selon le trajet.

Depuis le 30 novembre, les ouvriers concernés ont décidé d'engager la lutte en bloquant avec les cars les portes d'Usinor aux heures d'entrée et de sortie. Le 4 décembre, ils envahissent à une centaine le hall des grands bureaux et séquestrent pendant plusieurs heures Fontaine, le directeur adjoint d'Usinor et Zequel le responsable des transports.

Correspondant Dunkerque 4/12/72.

en vente les brochures front rouge

- \* les OS face à l'intensification du travail 2 f
- \* la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord 1 f

ajouter 0,50 par brochure pour le port

abonnement de soutien

Abonnement d'1 an : cocher la somme choisie

NOM \_\_\_\_\_

PRENOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

50 f.      100 f.      200 f.

envoyez ce bon à Front Rouge BP 47 69 397 LYON CEDEX 3

abonnez-vous à front-rouge ccp 204-51 lyon

	France	Etranger
Pli normal	1 an 20 F 6 mois 10 F	1 an 40 F 6 mois 20 F
Pli fermé	1 an 70 F 6 mois 35 F	1 an 100 F 6 mois 50 F

abonnement : 3 mois : 5 f

# un vieux militant témoigne : quand le p"c"f faisait retrousser les manches pour berliet

A la Libération un camarade qui était alors militant du P"CCF et de la CGT a travaillé à l'usine Berliet-Vénissieux, de mai 45 à fin 46. A cette époque, c'est le P"CCF, avec Mosnier et d'autres, qui avait la direction de l'usine, en attendant que la famille Berliet, qui avait collaboré activement avec les bourreaux nazis reprenne sa place.

C'était présenté par le P"CCF et la CGT comme la "participation des travailleurs à la direction de l'entreprise". Le camarade nous explique comment ce n'était en fait qu'une tentative de faire participer les travailleurs au renforcement de leur propre exploitation, dans l'intérêt d'une bourgeoisie conservant intact son pouvoir avec des ministres P"CCF et PS au gouvernement.

Q. Le secrétaire général de la CGT qui était alors Benoît Frachon, se faisant la porte parole du comité de direction de Berliet, avait le culot de déclarer le 4 septembre 45 : "on empêche cette usine de produire à plein rendement". En réalité, quelle était la situation des travailleurs ?

R. Vraiment Frachon n'était pas gêné : ce n'est pas lui qui devait faire des 56 h par semaine comme nous. Pour pousser les gars à produire au maximum, tous les jours il y avait des réunions syndicales en dehors des heures de travail, au casse-croûte de

midi ou à la sortie pour nous parler de la nécessité de relever la France, d'augmenter la production, que ça permettrait de "vivre mieux". Dans chaque atelier, pour créer une concurrence entre les ouvriers, des tableaux exposaient le nombre de pièces produites et le montant des primes obtenues dans les autres ateliers. La prime de rendement, qui était en théorie proportionnelle à la production, servait à la direction pour diviser les gars : engueulade avec ceux qui allaient moins vite et que les autres accusaient de faire perdre de la prime, et pour augmenter la production : au montage des châssis où je travaillais, la prime était au nombre de camions. Pour couronner le tout, il y avait la carte du travailleur de force permettant d'avoir un peu plus de pain : pour l'avoir il fallait l'avis du chef d'atelier qui faisait ça comme on dit à la tête du client.

Q. Et la maîtrise, comment réprimait-elle les travailleurs ?

R. Il faut voir que la direction du P"CCF avait gardé les mêmes : les chefs, les contremaîtres, les ingénieurs, qui avaient collaboré plus ou moins ouvertement avec les nazis restaient en place, malgré les beaux discours sur l'épuration. Pour imposer les cadences ils étaient en nombre : dans mon atelier où nous étions une soixantaine d'ouvriers, il y avait au moins 4 chefs

d'équipe, 2 contremaîtres, 1 chef peintre, plus une dizaine de bureaucrates. Tout ce joli monde avait de nombreux avantages : pour les chefs et les contremaîtres, la prime de rendement était au moins le double que pour les ouvriers, et pour les ingénieurs facilement 4 fois plus. De même ces messieurs avaient leur cantine spéciale, où ils mangeaient à part, on appelait ça "le cercle" : ils avaient droit à la viande plusieurs fois par semaine, à des pommes de terre difficiles à trouver à cette époque ; pour les ouvriers, c'était viande une fois par semaine et choux, salades... ce qui ne permettait même pas de récupérer....

Q. Avec le P"CCF et les sociaux au gouvernement, la hausse des prix n'a jamais cessé. Pour les 6 derniers mois de 46, l'Humanité du 7 février 47 admettait une hausse astronomique de 62 %. Quelles étaient les conséquences à Berliet ?

R. Même avec les primes, le salaire ne permettait pas de vivre correctement, surtout qu'il fallait acheter toute une partie de la nourriture au marché noir, tu avais parfois un kg de noix ou de dattes pour l'équivalent de 3 h de travail. Ça se passait tous les jours devant les portes de l'usine, et c'était toléré par la direction P"CCF de Berliet et par la municipalité P"CCF de Vénissieux, ce qui n'empêchait pas le

PC de dénoncer le marché noir dans ses discours, et même d'organiser des manifestations contre, "dans le calme et la dignité". Mais le jour où au début 46, des ouvriers militants de base du P"CCF ont voulu foutre en l'air des étalages du marché noir, ils ont été dénoncés par le P"CCF comme des "provocateurs", et pris en chasse par le service d'ordre civil de Berliet, dirigé entre autres par Thévenet du P"CCF.

Q. Pendant leur passage au gouvernement, les révisionnistes ont tout fait pour empêcher les luttes.

En mars 45, Frachon déclarait : "un mécontentement légitime s'est développé dans la classe ouvrière ; si, malgré cela, les grèves ont été à peu près inexistantes, on le doit uniquement à la haute conscience nationale des travailleurs, ainsi qu'à l'autorité de la CGT et de ses militants". Comment ça se passait à Berliet ?

R. Dans les réunions quotidiennes, en 46, les gars commençaient à protester : on nous dit que c'est nous les patrons, et on travaille à crever et on crève de faim. Où va le produit de notre travail ? Les jeunes étaient les plus virulents. Mais aussitôt tu te faisais traiter de provocateur, tu te faisais accuser de vouloir le retour de Marius Berliet à la direction de l'usine. Si tu refusais de tenir les cadences, tu

te faisais conspuer par les délégués CGT, qui étaient une vraie maîtrise.

Et puis on croyait aux promesses que ça allait changer : pour ça le P"CCF se servait de l'exemple de l'URSS ; à cette époque nous faisons des tracts et des affiches pour soutenir l'URSS, Staline. C'était juste puisque c'était alors le bastion du socialisme, on dénonçait les saloperies anti-soviétiques de la droite, et on se bagarrait avec leurs colleurs d'affiches. Le P"CCF disait qu'en produisant de plus en plus, ça serait comme en URSS, et qu'on obtiendrait le pouvoir par les prochaines élections ; dans la cellule de Feyzin, la direction ne parlait que des "prochaines élections"...

Q. Quelles conséquences tu en tires pour aujourd'hui ?

R. Avec le programme commun PS PC, les révisionnistes nous jouent la même chanson. Qu'il y ait une majorité de gauche au parlement, qu'il y ait des ministres "communistes" au gouvernement et le sort de la classe ouvrière sera amélioré disent-ils. En fait s'ils viennent au gouvernement, ce sera encore une fois pour nous faire travailler pour la classe capitaliste ! Non, la seule garantie de l'amélioration de notre sort, c'est d'avoir le pouvoir, et le pouvoir il faudra l'arracher à la bourgeoisie, pas par des élections, par le fusil.

## HALTE AUX MESURES D'ORGANISATION DU CHOMAGE

### cet bron auto les jeunes refusent leur avenir d'o.s. chômeur



Le Lundi 27 novembre les élèves du CET Bron-Auto (Lyon) se mettent en grève sur les revendications suivantes :  
- Non à la discipline militaire  
- Liberté de réunion et d'expression  
- Meilleures conditions de travail et de sécurité à l'atelier  
- Non au travail gratuit et à l'exploitation des élèves du CET par les patrons.

A Bron-Auto, comme ailleurs, le CET c'est la préparation des futurs OS à leurs prochaines conditions de vie et de travail : même encadrement, mêmes accidents de travail (doigts coupés, jets d'ammoniaque dans les yeux...) mêmes cadences, travail à la chaîne.

L'administration riposte pour briser la lutte. Elle applique la circulaire Guichard : fermeture du CET le 29 à 12 h et réinscription individuelle le lundi 4 décembre, pour ainsi vider les éléments les plus combattifs. Elle envoie les fiocs autour du CET pour empêcher toute tentative d'occupation.

Au cours de la lutte, 2 voix s'affrontent : celle des révisos et de leurs compères trotskistes : tout faire pour briser la lutte, et celle des marxistes léninistes de Front Rouge.

L'attitude de la CGT est simple :  
1. Cette grève est influencée par "des éléments extérieurs". Elle doit être l'affaire des "syndicats responsables". Donc, les élèves doivent arrêter et laisser aux syndicats les mains libres pour régler le problème. Les élèves refusent. Elle condamne le mouvement, et soutient l'application de la circulaire Guichard.

2. Profiter de cette lutte pour faire passer ses salades sur la formation professionnelle et limiter la grève à une lutte pour un meilleur enseignement. Selon les révisos, le chômage est dû au

manque de qualification des élèves. Or le boulot qu'on trouve en sortant du CET, c'est manœuvre ou OS....

Les trotskistes, après avoir plus ou moins impulsé le mouvement ont constamment eux aussi, mis en sourdine les revendications propres au CET. Ils ont tout fait pour le noyer dans une lutte contre la circulaire Guichard. Pour cela il fallait un soutien massif des lycéens. La manœuvre devenait claire : les grévistes du CET à la remorque des lycéens. En assemblée générale, sous prétexte de "démocratie", il n'a pas fallu moins d'une douzaine de votes successifs pour qu'ils arrivent à faire passer leurs propositions de manif des lycéens contre la circulaire Guichard. Rien sur les revendications du CET, rien pour s'opposer aux réinscriptions individuelles, c'est-à-dire tout pour saboter la lutte de Bron Auto.

Les marxistes léninistes ont constamment dénoncé les manœuvres de sabotage trotsko-révisionnistes. Ils ont soutenu les justes revendications des grévistes en montrant comment elles s'attaquent à l'oppression capitaliste que les futurs OS ou chômeurs du CET subissent déjà au CET. Ils ont proposé une manif devant le CET pour soutenir les revendications des élèves, et dénoncé la nature des propositions trotskistes qui sabotaient totalement la grève au profit d'un rassemblement lycéen. Beaucoup d'élèves ont pu voir la nature de la ligue trotskiste. Une réunion est prévue pour discuter des revendications, montrer en quoi elles s'attaquent au régime capitaliste, leur lien avec le combat de la classe ouvrière. A partir de là, les camarades proposent une mobilisation sur la déqualification et le chômage.

Correspondant Lyon

Front Rouge vient de publier une brochure contre l'organisation, par la bourgeoisie, du travail temporaire. — Parce que c'est un moyen pour les capitalistes de recruter à la minute la force de travail dont ils ont besoin pour la rejeter aussitôt qu'ils n'en ont plus besoin.

— Parce que c'est un moyen qui prend de plus en plus d'ampleur, qui permet d'augmenter l'exploitation des prolétaires et des non intérimaires.

La lutte contre le chômage passe, comme le montre notre correspondant de Morangis, par la dénonciation de ces "joueurs d'hommes", par la dénonciation des profits capitalistes réalisés par la bourgeoisie grâce au travail temporaire.

**vient de paraître  
brochure front rouge**

**l'intérim :  
organisation  
et exploitation  
du chômage**

**2 F + port 0,50 F  
passez vos  
commandes**

### l'intérim, une forme d'organisation du chômage

A Morangis, (Région Parisienne), une usine utilise plus d'un quart d'ouvriers intérimaires. Ce n'est pas seulement pour répondre à une accélération de la production. Ce n'est pas seulement pour obtenir une meilleure gestion (moins de personnel permanent = moins d'unité des travailleurs pour leurs revendications). C'est essentiellement un mode de recrutement.

Pratiquement, tous les ouvriers de la boîte, à l'exception des anciens, ont été embauchés de cette façon. Si l'intérimaire fait tranquillement son travail, c'est-à-dire s'il est efficace, docile, prêt à accepter la "règle du jeu", il est intégré après un ou deux ans d'intérim. Cela signifie en clair que cette longue période d'essai permet de filtrer la masse des ouvriers et d'éliminer rapidement tous ceux qui ne sont pas disposés à accepter la loi capitaliste.

Ces intérimaires (OS, manœuvres) sont naturellement les victimes désignées du chômage : jeunes et immigrés qui arrivent sur le marché du travail et chez qui la combativité est la plus grande.

Est-ce un mode de recrutement qui coûte cher aux patrons ?

Correspondant Morangis.

## de wendel-sidelor créons un comité de lutte contre la fermeture de micheville

Dans le cadre de la lutte contre les mesures de licenciement prévues par le plan de restructuration de Wendel Sidélor, les camarades de Villerupt, en réponse à une journée d'action régionale bidon des révisionnistes, ont distribué le tract suivant dans l'usine de Micheville qui doit être complètement fermée, un tract dont nous extrayons :

"...Dans les revendications avancées par les syndicats, pas question de la fermeture de Micheville, des mutations scandaleuses, à Sacilor ou à la Sollac, pas question du chômage, ouvert ou camouflé, qui frappe massivement :  
- les immigrés qui sont rejetés comme un rebus.  
- les jeunes qui sortent des CET notamment où la bourgeoisie leur inculque un paquet d'illusions.  
- les femmes qui cherchent un emploi et que les statistiques "officielles oublient" dans le décompte des chômeurs.  
- les travailleurs contraints d'aller au Luxembourg.

Malgré les apparences, réformistes, sociaux, et révisos du P"CCF ont

donné un bon coup de main à Wendel Sidélor...

...Les révisos ont encouragé à s'embaucher à la SOMIVAT ; c'est une façon de militer "pour l'union populaire" ; c'est tenter de faire croire aux ouvriers qu'ils ont intérêt à s'allier aux petits et moyens capitalistes, avides des restes de la sidérurgie...

...Et puis, que la CGT cesse sa comédie : elle a signé en février 69 un accord national avec le CNPF où il est dit : "les fusions, les concentrations, les restructurations, visent à augmenter la compétitivité des entreprises... Si une opération de fusion, concentration ou restructuration conduit à réduire les effectifs, cette réduction doit être atteinte dans la mesure du possible (!) par le jeu des départs naturels ou volontaires". Voilà qui donne raison à Dherse et à son sinistre plan...

...Face à cette dégénérescence et à cette trahison, les communistes marxistes-léninistes appellent à la lutte.

Ils appellent les ouvriers à s'organiser avec des objectifs de lutte clairs et précis :

- contre la fermeture de Micheville

- contre la politique de division des patrons.

- contre la ligne de démobilitation des syndicats.

Les communistes marxistes léninistes avancent les revendications suivantes :

- salaire minimum du sidérurgiste à 1 500 F en 1/2 continu.

- pas de déclassifications

- pas de hausse des loyers, même pour ceux qui quittent Wendel Sidélor

- coulage des cadences infernales comme à l'aciérie.

Pour les mutés :

- gratuité du transport

- hausse du salaire réel pour dédommager de la fatigue du transport (récemment il a fallu 4 h de car pour rentrer à Villerupt)

- incorporation du temps de parcours dans l'horaire de travail

- des transports confortables : pas question d'aller debout dans le car.

TRAVAILLEURS EN AVANT VERS LA CONSTITUTION D'UN COMITE DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE A MICHEVILLE ! "

Correspondant Longwy



Dans son numéro 43, Front-Rouge lançait un appel à créer des comités Indochine-Palestine. Cet appel a été largement entendu : des militants de Front Rouge et d'autres militants, dont les noms suivent, se sont constitués en "Comité d'initiative pour le développement des C.I.P." d'autres militants s'apprêtent à les rejoindre. Ils ont adopté une "plate forme des C.I.P." qui sera disponible très prochainement, et lancent l'appel suivant :

# APPEL DU COMITE D'INITIATIVE pour le développement des comités indochine-palestine

## APPEL A LA CREATION DE COMITES INDOCHINE-PALESTINE

Dans le monde, les peuples opprimés se dressent contre l'impérialisme ; les peuples indochinois, en appliquant les principes de la guerre populaire, montrent la voie de la victoire aux autres peuples.

Partout en France le soutien à la lutte des peuples indochinois est en grande partie dévoyé par les révisionnistes et les trotskistes qui s'entendent à escamoter la lutte armée derrière les négociations et le soutien international.

Il est urgent que les anti-impérialistes conséquents s'unissent et engagent sur des bases politiques claires, un travail de sou-

tien à la lutte des peuples indochinois et palestinien.

Déjà à Lyon, Paris, Caen, Oyonnax, Villefranche etc. des comités Indochine-Palestine se sont constitués pour développer dans la lutte contre la politique impérialiste des superpuissances un internationalisme conséquent dans la classe ouvrière et le peuple de France. Les victoires remportées par les peuples indochinois affaiblissent le système impérialiste mondial et renforcent le camp de la révolution.

Malgré la répression impérialiste, le peuple palestinien mène une lutte héroïque pour la reconquête de sa patrie, et sa lutte constitue le fer de lance de la lutte des peuples arabes.

Dans leur lutte, les peuples

s'opposent au nouvel impérialisme soviétique ; il n'est donc pas possible de mener un travail anti-impérialiste sans dénoncer la trahison de l'URSS et ses tentatives de repartage du monde.

L'impérialisme français opprime directement de nombreux peuples, et aujourd'hui, tout en prétendant mener une politique d'indépendance nationale, il soutient dans les faits l'impérialisme US dans son agression en Indochine et au Moyen-Orient.

Les signataires suivants appellent à multiplier les Comités Indochine-Palestine, dans les usines, les CET, les quartiers, les lycées, les facultés... et les organisations anti-impérialistes existantes à s'unir sur les principes politiques ci-dessus.

## LES PEUPLES INDOCHINOIS ET PALESTINIEN VAINCRONT !

CONSTITUONS PARTOUT DES COMITES INDOCHINE-PALESTINE !

Cet appel a été signé par :

ABRIAL HENRI, ouvrier, a milité en liaison avec le Front de Libération du Viet-Minh en Indochine.

GREGOIRE CARRAT, professeur de lettres à Paris.

DANIEL CHARDON, artisan maçon, militant du FLN pendant la guerre d'ALGERIE

CHRISTINE CHARRETON, assistante de faculté.

YVES CHEVET, ouvrier soudeur

PAUL GAY, journaliste

JEAN-CLAUDE GIORIA, camionneur

YVES LE TOURNEUR, professeur au lycée Lakanal.

GILBERT MURY, écrivain, ancien directeur du C.E.R.M. (Centre d'études et de recherche marxiste).

CAMILLE REY, directrice de publication de Front Rouge.

ANDRE ROUSTAN, ouvrier, ancien FTP, déporté à Buchenwald

## ni hors du vietnam !

Le 26 octobre la RDV rendait public l'accord sur la cessation de la guerre. Cet accord avait reçu, quelques jours avant, l'approbation de Nixon et devait être signé le 31 octobre. Cet accord reconnaissait le droit à l'indépendance du peuple Vietnamien, le droit à l'autodétermination des populations du Sud. Pourtant aujourd'hui, un mois et demi plus tard, il n'est pas signé. Au contraire Nixon a remis en cause certaines clauses de l'accord, et pas des moindres... "Toutes ces exigences sont absolument absurdes et ont été rejetées depuis longtemps" a déclaré Mme Thi Binh représentant le GRP à la conférence de Paris.

Nixon, nier la lutte victorieuse des peuples Khmer et Lao et prétendre que tout est manipulé par la RDV. Et pourtant le Front Patriotique Lao a déjà engagé des négociations avec la clique pro-US de Vientiane. Quant au Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge, il rappelait encore récemment qu'il "n'acceptera jamais un compromis avec les USA agresseurs impérialistes et néo-colonialistes, et ne saurait appliquer un accord international issu de pourparlers auxquels il n'a pas participé". A juste titre, le peuple vietnamien refuse de régler à leur place les affaires des peuples frères d'Indochine.

Une fois de plus l'impérialisme US foule aux pieds l'indépendance, la liberté, le droit pour chaque peuple à décider de ses propres destinées. Il ne fait rien d'autre depuis près de 20 ans que dure l'agression US en Indochine. Par une telle attitude Nixon ne cherche qu'à annuler ce qui était convenu, à gagner du temps pour poursuivre sa politique d'agression, sa domination néocoloniale sur l'Indochine.

Et par dessus le marché, il prétend que, si ça ne tenait qu'à lui, il serait tout décidé à signer l'accord de cessez le-feu ; mais Thieu, lui, ne veut pas. Les impérialismes sont décidément des maîtres hypocrites ! Ce n'est certes pas l'envie qui manque à Thieu de repousser aux calendes grecques la signature des accords, mais il n'a sûrement pas les moyens d'opposer un veto aussi important aux volontés de ses maîtres de Washington. Thieu n'est qu'une marionnette entre les mains des américains, et il ne serait plus rien, s'ils lui coupaient les vivres. En réalité, Thieu n'est qu'un prétexte, c'est l'impérialisme US, c'est Nixon, qui est responsable de la poursuite de la guerre.

En négociant les accords la RDVN et le GRP ont fait preuve d'une bonne volonté évidente. Mais il n'est pas question pour eux de transiger sur l'indépendance du peuple vietnamien et le droit à l'autodétermination des populations du sud. Ils sont prêts à lutter jusqu'à la victoire totale, et s'il refuse cet accord, Nixon l'apprendra à ses dépens.



## thieu fasciste, assassin, démission !

La manœuvre de Nixon apparaît clairement aujourd'hui. En avançant toutes sortes de prétextes depuis un mois et demi pour ne pas signer l'accord, il ne cherche qu'à gagner du temps. Nixon sait bien que tôt ou tard, il devra accepter d'une façon ou d'une autre les conditions du GRP et de la RDVN. Pour lui, le plus tard sera le mieux, car il met le répit à profit pour renforcer le régime fantoche Thieu, en espérant qu'il sera suffisamment fort pour que l'impérialisme US puisse, le jour venu, poursuivre sa politique néocoloniale en Indochine en s'appuyant sur Thieu. C'est le sens des livraisons d'armes massives à Saigon, qui font de Saigon la 3<sup>e</sup> force aérienne du monde.

Un autre aspect de cette politique US, c'est le plan d'extermination de toute opposition au fantoche Thieu, car Nixon se doute bien que, même armé jusqu'aux dents, le régime Thieu risque bien d'être balayé par le peuple vietnamien. Il faut donc mettre à profit le répit gagné pour liquider le plus possible de futurs opposants.

Thieu a donné ordre de fusiller tous ceux qui ont des relations avec les "Vietcong". Ceci concerne non seulement les maquisards, mais même ceux qui font du commerce avec eux, même leurs familles restées dans les zones encore occupées : à plusieurs reprises, des sbires de Thieu ont obligé des femmes de patriotes à "épouser" des soldats fantoches, des fils de patriotes à renier leur père. Ces menaces visent également les membres de la 3<sup>e</sup> composante, les patriotes et les partisans de la paix qui ne sont pas membres du GRP.

Depuis la publication de l'accord, ces menaces ont été fébrilement mises à exécution : dans les premiers jours de novembre 50 000 personnes ont été arrêtées, ce qui porte le nombre de détenus politiques à près de 300 000

au sud-Vietnam. Les conditions de détention sont inhumaines : les tortures quotidiennes, le manque de nourriture et d'hygiène menacent gravement la santé et la vie des détenus. Il suffit de rappeler les tristement célèbres cages à tigres de Poulo Condore, où les prisonniers croupissent 24 h sur 24, et qui sont tellement exigües qu'ils ne peuvent s'y tenir ni debout ni allongés....

Mais la plus grave menace qui pèse sur les détenus, c'est l'extermination physique dès l'annonce du cessez le feu. Déjà début octobre, une dizaine de détenus du bague de Phu Quoc avaient été assassinés par leurs gardiens. Aujourd'hui, un plan systématique de liquidation a été établi, ainsi que des listes de patriotes à arrêter. L'administration fantoche a établi une classification des prisonniers en plusieurs catégories, et ceux qui doivent être massacrés à la première occasion sont actuellement déplacés et regroupés dans des camps où cette sale besogne sera plus facile à exécuter : dans certains bagnes 40 % des prisonniers risquent ainsi leur vie. Ces préparatifs rappellent la période qui a suivi l'installation du fasciste Suharto en Indonésie, où un million de patriotes indonésiens et de membres de leur famille ont été massacrés.

Il est évident que Thieu n'agit pas ainsi sans ordre : il est encouragé par Nixon. Mais il est non moins évident que l'existence de cette clique fasciste est un obstacle à la paix et à la réconciliation nationale. Les américains doivent cesser toute aide au régime fantoche de Thieu ! Thieu doit démissionner ! Sinon, il partira, s'il en a le temps, sur le même bateau que ses maîtres américains, balayé par la guerre du peuple vietnamien.

## Lyon meeting anti-impérialiste

organisé par  
Comités Indochine-Palestine  
Comité de soutien à la Résistance Palestinienne  
Front Rouge  
Perspectives Tunisiennes  
FEANF  
Voix Proletarienne  
Vendredi 15 décembre  
20 h 30  
Palais du Travail  
(Villeurbanne)

## les patriotes irlandais poignardés dans le dos

L'impérialisme britannique manœuvre habilement pour tenter d'isoler et liquider la résistance irlandaise. En Ulster, Irlande du Nord occupée et dominée sans partage par l'impérialisme britannique, un proconsul anglais, Whitelaw, détient les pleins pouvoirs, et l'armée d'occupation britannique réprime féroce les patriotes irlandais. Assassins, tortures, arrestations arbitraires, camps d'internement y sont monnaie courante.

Déjà, la bourgeoisie catholique d'Ulster, regroupée derrière des partis "libéraux", comme le SDLP (Parti Travailleuse Social-Démocrate) a pris ses distances avec les résistants irlandais et se déclare prête à négocier avec Londres un compromis, grâce auquel elle pourrait participer, elle aussi, à l'exploitation du peuple irlandais.

Un nouveau pas vient d'être franchi, avec le véritable coup de poignard dans le dos des patriotes irlandais, que vient de donner la bourgeoisie d'Irlande du Sud (Eire). Lynch, chef du gouvernement de l'Eire a fait voter une loi permettant d'accuser arbitrairement n'importe qui d'être membre de l'IRA et de l'arrêter. Au moment même du vote de la loi, un attentat, provocation montée de toute pièce, faisait 2 morts et 50 blessés à Dublin, et faisait immédiatement basculer la majorité des députés dans le camp de Lynch.

La bourgeoisie d'Eire accordait déjà pas mal d'avantages aux impérialistes (une exonération d'impôts de 5 ans à tout investisseur étranger en Eire, les nombreux irlandais obligés d'émigrer pour aller travailler en Angleterre). La série actuelle de mesures renforce encore le rapprochement avec l'impérialisme britannique : l'entrée dans le marché commun, aux côtés de l'Angleterre, les lois d'exception contre l'IRA, et la loi soumise à référendum qui donnera les mêmes droits aux protestants de l'Eire qu'aux catholiques.

Pour les patriotes Irlandais, la voie de la libération devient de plus en plus claire : la lutte armée sans compromis contre l'impérialisme britannique sous la direction du prolétariat.

## pour les 3 millions encore 920 000 AF avant le 31 décembre

SOUSCRIPTION DE LA SEMAINE DU 3 au 10 DECEMBRE "

Lyon (lors d'une projection de film)	39,15 F
Besançon	170 F
Besançon	260 F
Strasbourg	70 F
Saumur	40 F
Oyonnax	90 F
Oyonnax	25 F
Lyon	500 F
Lyon	50 F
Villefranche	50,80 F
Villefranche (collecté par un ouvrier immigré)	10,00 F
Villefranche (collecté dans un lycée)	11 F
Le Mans	5 F
Le Havre	3 F
Dijon	200 F

Orléans	30 F
Paris	250 F
Lille-Roubaix	750 F
TOTAL	2 503,95 F
Total depuis le début de la souscription : 20 775,50 F	
Reste à souscrire : 9 224,50 F	

Dans 3 semaines nous devons avoir atteint les 3 millions. Cela signifie un objectif de 300 000 AF par semaine : 50 % de plus que la souscription habituelle de chaque semaine. Cette augmentation de 50% doit être l'objectif de chaque diffuseur, de chaque souscripteur. C'est la condition pour que Front Rouge puisse remplir encore mieux son rôle de journal marxiste léniniste de combat !